

Sommaire

Actualités

Thein sein: « Pas de retour en arrière sur les réformes »

Aung Suu Kyi entre officiellement en campagne pour pourvoir un siège parlementaire

La foule acclame Aung San Suu Kyi en campagne dans le sud du pays

Amnistie présidentielle: environ 300 prisonniers politiques libérés

Allègement ou renforcement de la censure ?

Le régime signe des accords de « cessez-le-feu » avec quatre groupes ethniques

Malgré l'ordre de Thein Sein, les attaques contre les civils continuent dans les régions ethniques

Pénurie alimentaire dans l'Etat Kachin

L'Etat Chin menacé par la famine

La Birmanie au Forum de Davos

Les investisseurs occidentaux s'intéressent à la Birmanie

Alain Juppé en visite en Birmanie

Le Ministre britannique des Affaires étrangères en visite en Birmanie

L'Australie allège ses sanctions vis-à-vis de la Birmanie

L'Union européenne allège les sanctions contre la Birmanie mais exhorte le gouvernement à poursuivre ses réformes

Eclairage: Ce que disent les prisonniers politiques

Evènements

Nous soutenir, nous rejoindre

Edito

Le 16 janvier, Thein Sein a pris la décision la plus significative depuis le début de son mandat : il a accordé une amnistie à environ 600 prisonniers, dont près de 300 étaient des opposants. Ce geste inédit constitue une réponse très attendue aux appels répétés des familles des prisonniers de conscience, de l'ensemble du mouvement pour la démocratie et de la communauté internationale depuis plus de 20 ans.

Cependant, l'avancée la plus importante reste encore à accomplir : les lois qui ont permis ces incarcérations et qui sous-tendent le système de répression qui subsiste en Birmanie doivent être abolies. Sans une réforme législative de grande ampleur, tous les citoyens birmanes restent susceptibles d'être injustement arrêtés et incarcérés.

De plus, il y aurait encore entre 300 et 1000 prisonniers politiques derrière les barreaux, ce que ne mentionnent ni le gouvernement, ni la Commission Nationale des Droits de l'Homme qui en dépend. Il est urgent qu'une enquête internationale indépendante soit menée dans les prisons birmanes afin de déterminer le nombre et le statut des prisonniers politiques qui n'ont pas encore été libérés. C'est ce que réclament les anciens prisonniers politiques, qui ne supportent pas l'idée que plusieurs de leurs camarades continuent de croupir dans les geôles birmanes.

Outre la libération de membres éminents de l'opposition et de la société birmane, une autre avancée importante a eu lieu sur le terrain du dialogue entamé entre les autorités birmanes et les groupes armés issus des minorités ethniques. Des accords de cessez-le-feu ont été signés avec les principaux groupes Karen, Shan et Chin. Bien que ces accords préliminaires soient de bon augure, des attaques contre des civils continuent d'être perpétrées, notamment dans l'Etat Kachin. Il faudra donc beaucoup de temps et d'efforts afin d'instaurer un climat de confiance nécessaire au dialogue politique qui mènera à la réconciliation nationale.

C'est ce que doivent garder à l'esprit ceux qui appellent à la levée des sanctions à l'égard du régime birman. Car il reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant que les conditions de cette levée ne soient réunies.

Alors que les déclarations telles que celles d'Alain Juppé à l'attention de la communauté des affaires sont de plus en plus décomplexées, les puissances européennes qui lorgnent déjà sur les marchés juteux qu'offrent la Birmanie doivent se demander si le pays dispose d'une structure économique et légale permettant d'investir de manière éthique et responsable, au profit de la population birmane et non à son détriment. La réponse semble malheureusement claire, du moins pour l'instant. Mais veulent-ils l'entendre ?

L'équipe d'Info Birmanie

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>

Politique

Thein Sein: « *Pas de retour en arrière sur les réformes* »

Le 20 janvier, dans sa première interview à un média occidental, le quotidien américain *The Washington Post*, le Président Thein Sein exhorte l'Occident à lever les sanctions visant son pays. « *Nous sommes sur le chemin de la démocratie* », déclare-t-il, avant d'ajouter : « *parce que nous sommes sur la bonne voie, nous ne pouvons qu'avancer, et nous n'avons pas l'intention de revenir en arrière.* »

Pour le Président, le gouvernement birman a répondu aux conditions posées par l'Occident pour la levée des sanctions, notamment avec la libération de prisonniers politiques et l'organisation d'élections partielles le 1er avril prochain, auxquelles Aung San Suu Kyi participera. Interrogé sur la possibilité d'avoir Aung San Suu Kyi dans son gouvernement, Thein Sein a répondu: « *Si quelqu'un est désigné ou approuvé par le Parlement, nous devons accepter qu'il devienne ministre* ».

Le président birman a cependant refusé de s'engager sur l'abrogation des lois encadrant la censure, déclarant que « *les médias doivent prendre leurs responsabilités et agir de manière appropriée. La liberté des médias sera basée sur leur capacité à rendre des comptes* ». ¹

Aung San Suu Kyi et la LND

Aung Suu Kyi entre officiellement en campagne pour pourvoir un siège parlementaire

Pour la première fois de sa carrière, Aung San Suu Kyi entre officiellement en campagne, à deux mois et demi de la tenue d'élections partielles qui seront pour l'Occident un test de la réelle volonté du nouveau régime birman à mettre en place des réformes démocratiques.

La dirigeante de la LND a déposé le 18 janvier sa candidature pour la circonscription de Kawhmu, près de Rangoun, une zone dévastée en 2008 par le cyclone Nargis qui avait fait 138.000 morts.

Le parti a annoncé ne pas avoir l'intention de disputer les 48 sièges en lice pour ces élections partielles. En plus d'Aung San Suu Kyi, seulement 22 autres candidats de la LND y participeront, dont l'activiste Phuy Phuy Tin et le célèbre chanteur de Hip Hop et fondateur de Generation Wave, Zayar Thaw. ²

La foule acclame Aung San Suu Kyi en campagne dans le sud du pays



Le 30 janvier, des dizaines de milliers de personnes se sont déplacées pour apercevoir Aung San Suu Kyi, qui effectuait dans cette région côtière de Dawei son premier déplacement de campagne en dehors de Rangoun, en vue des élections partielles du 1er avril.

« *Si nous allons dans la bonne direction, de nombreuses possibilités s'offriront à notre pays. Nous sommes impatients de les saisir* » a déclaré la lauréate du prix Nobel de la paix, elle-même candidate aux législatives pour la première fois de sa carrière.

« *Vous êtes notre cœur* », proclamaient des banderoles agitées par ses partisans arborant des T-shirts frappés du logo de son parti, la Ligue

¹ Washington Post (20 janvier 2012) Burma's president gives his first foreign interview ; AP (20 janvier 2012) Birmanie: les réformes vont continuer, assure le président

² AFP (18 janvier 2012) Birmanie: Suu Kyi lance officiellement sa course historique au parlement

Prisonniers politiques

Amnistie présidentielle: environ 300 prisonniers politiques libérés



Une amnistie présidentielle annoncée le 12 janvier dernier a permis la libération d'environ 300 prisonniers politiques condamnés à de longues peines de prison, notamment des prisonniers de grande envergure tels M. Min Ko Naing, leader de la Génération 88, M. Khun Tun Oo, Président de la Shan National League for Democracy, du moine U Gambira et du jeune blogueur Nay Phone Latt.

Tous les vidéo journalistes de la Democratic Voice of Burma (DVB), média birman en exil, ont eux aussi été libérés. Il est à noter que ce même jour, l'ancien chef des services de renseignements Khin Nyunt (assigné à résidence depuis 2004), plus de 60 anciens agents des services de renseignements (victimes de purges successives) et la famille de Ne Win (l'ancien dictateur dont la famille est assignée à résidence depuis plusieurs années), ont aussi bénéficié de cette amnistie.

Le Ministre birman de l'intérieur, le Lieutenant Général Ko Ko, a déclaré lors d'une conférence de presse la 14 janvier, que le gouvernement ne répondrait plus à aucune demande concernant les prisonniers politiques.

Cependant, selon les données collectées par l'Association d'Assistance aux Prisonniers Politiques Birmans (AAPPB), sur les 651 prisonniers libérés lors de l'amnistie présidentielle annoncée le 12 janvier dernier, seuls 272 seraient des prisonniers politiques. Selon ces estimations, il resterait donc environ 1000 prisonniers politiques derrière les barreaux.

Par ailleurs, cette amnistie a eu lieu en vertu de l'article 401 (1) du code de procédure pénale, qui implique que ces libérations sont sous conditions. Selon cet article, les peines des prisonniers sont suspendues mais pas annulées. Ils peuvent donc à tout moment être arrêtés de nouveau et forcés à purger le reste de leur peine initiale.¹

Liberté de la presse

Allègement ou renforcement de la censure ?

D'après Tint Swe, directeur du bureau de la censure, un nouveau projet de loi visant à assouplir la censure et à introduire des changements majeurs dans le paysage des médias sera présenté au parlement en février. Toutefois, la loi ne s'appliquerait qu'aux publications écrites et pas aux médias télévisés ou en ligne. Actuellement, les médias spécialisés sur l'actualité, l'économie et la religion sont toujours soumis à une censure préalable de l'implacable bureau de la censure birman. Tint Swe aurait déclaré lors d'une conférence de presse le 30 janvier: « *Avant il y avait un censeur, mais à l'avenir, il n'y aura pas de censure.* »

Malgré cette annonce, les journalistes locaux dénoncent un renforcement de la censure, en vue des élections prévues le 1er avril. Le bureau de la censure a notamment demandé aux médias locaux de ne pas utiliser des nouvelles concernant les appels d'Aung San Suu Kyi pour la libération des derniers prisonniers politiques et la nécessité de l'instauration d'un état de droit, ainsi que les commentaires faits par les dirigeants du groupe d'étudiants de la génération 88. Tint Swe a en outre averti les rédacteurs d'une des publications les plus populaires que des « *actions seraient entreprises* » contre les journaux qui ne suivent pas les directives du bureau de la censure, qui incluent une interdiction de couvrir les sujets jugés nuisibles à la stabilité de l'Etat.²

¹ DVB (13 janvier 2012) Burma prisoner amnesty – 13 Jan releases

² RFA (23 janvier 2012) Burma's Censors Back In Action; Irrawaddy (23 janvier 2012) Burma's Censors Tighten Grip Ahead of By-election; Irrawaddy (30 janvier 2012) 'End to Censorship' Pledge at First Media Workshop

Minorités et réfugiés

Le régime signe des accords de « cessez-le-feu » avec quatre groupes ethniques



Une délégation gouvernementale et des dirigeants de l'Union Nationale Karen (KNU) ont paraphé le document après plusieurs heures d'entretiens à Hpa-an, principale ville de l'Etat Karen, en présence de chefs militaires régionaux. « L'objectif de cette réunion n'était pas seulement un cessez-le-feu mais aussi la paix. Nous allons continuer d'y travailler », s'est félicité le ministre de l'Immigration, Khin Yi. Le porte-parole de la KNU, David Htaw a de son côté salué un premier accord « *fondé sur la confiance* », ajoutant qu'un représentant officiel de la rébellion serait nommé sous 45 jours pour poursuivre les discussions. « *Notre tâche vient de commencer* », a-t-il ajouté en saluant « *la sincère bienveillance* » du pouvoir. A la suite de la signature de la trêve, la

Sécretaire générale de la KNU, Zipporah Sein, a déclaré qu'il s'agit d'un accord « *de principe* », et que « *de nombreuses discussions sur la politique à mettre en place* » étaient nécessaire.

Par ailleurs, des accords préliminaires ont aussi été signés avec les deux groupes armés ethniques Shan, la SSA-N et la SSA-S, mais aussi avec le Chin National Front et le New Mon State Party. ¹

Malgré l'ordre de Thein Sein, les attaques contre les civils continuent dans les régions ethniques

Le Président Thein Sein a ordonné à l'armée de ne plus attaquer les minorités ethniques « dans tout le pays », a indiqué mardi un ministre à l'AFP, reconnaissant que l'ordre était parfois difficile à faire appliquer dans l'Etat Kachin où les combats continuent.

Cependant les conflits font toujours rages dans certaines régions du pays, notamment dans l'Etat Kachin où les pourparlers de paix entre l'Armée d'indépendance kachin (KIO) et le gouvernement birman ont échoué. Les combats se seraient intensifiés depuis le début de l'année 2012 et l'armée birmane aurait entrepris un redéploiement de ses troupes dans la région, envoyant de nouveaux soldats sur les lignes de fronts.

Des dizaines de milliers de réfugiés fuyant les combats ont trouvé refuge de l'autre côté de la frontière, dans la province du Yunnan, en Chine.

En outre, l'armée birmane continue à prendre délibérément pour cible des civils, violant les lois internationales en utilisant des mines anti personnelles et infligeant aux populations locales des exécutions sommaires, le travail forcé, la torture et des mauvais traitements. Une femme de la minorité kachin aurait été abattue le 11 janvier sur la route de Hpakan dans l'Etat Kachin. Elle était enceinte de quatre mois et a été transporté à l'hôpital où elle est morte plus tard dans la journée. ²

¹ Irrawaddy (1 février 2012) Mon army agrees initial ceasefire terms; AFP (12 janvier 2012) Birmanie: le pouvoir signe un cessez-le-feu avec le principal groupe rebelle karen; ; SHAN (18 janvier 12) SSA and regime sign new agreement; Irrawaddy (12 janvier 12) KNU, Govt Reach Historic Agreement; ; Mizzima (30 janvier 2012)à SSA-North signs two peace agreements ; Chinland Guardian (06 janvier12) Breakthrough: CNF Signed Ceasefire Deal with Govt

² AFP (17 janvier 2012) L'armée birmane a ordre de ne pas attaquer les minorités; Kachin news (26 janvier 2012) Burma army redeploys troops to Kachin frontline; Mizzima (25 janvier 2012) Burmese army shoots pregnant Kachin teacher; BCUK; RFA (30 janvier 2012) Refugees Pour Into Yunnan

Humanitaire

Pénurie alimentaire dans l'Etat Kachin

La reprise des combats dans l'Etat Kachin en juin 2011 a aujourd'hui des répercussions directes sur les conditions de vie des habitants de la région. Le conflit a tout d'abord repris lors de la période où le riz (principale ressource de la région) doit être planté, pour s'étendre jusqu'aux mois de novembre et décembre, période des récoltes. Puis en poussant 40 000 habitants à quitter leurs terres, et en empêchant d'autres d'entretenir leurs champs, le conflit a posé les bases d'une pénurie alimentaire pour les Kachins. Pour ne rien arranger, un rapport de l'ONG Physicians for Human Rights (PHR) a mis en évidence comme facteur aggravant le pillage régulier par l'armée birmane de rations alimentaires civiles. Le 5 janvier, Marcus Prior, porte-parole du Programme Alimentaire Mondial (PAM), a quant à lui fait part de l'incapacité de l'organisation onusienne à répondre rapidement aux besoins alimentaires des habitants de la région, ainsi que son accès limité à la population, puisqu'il ne lui est possible de rencontrer que 15.000 des 40.000 déplacés de l'Etat.¹

L'Etat Chin menacé par la famine

Près de 100.000 personnes sont menacées de famine dans l'Etat Chin, à l'Ouest de la Birmanie à la frontière de l'Inde, en raison d'une mauvaise récolte. Le bureau anglais de l'ONG Humanitarian Aid Relief Trust (HART) annonce que neuf villages situés dans cet Etat manqueront de denrées alimentaires d'ici la fin du mois de janvier et anticipe des migrations forcées de populations. « *Beaucoup de villageois sont confrontés à deux options : migrer ailleurs dans l'espoir de trouver de la nourriture ou chercher un travail dans les régions voisines et trouver un moyen de transport pour ramener du riz à leur famille* », précise un rapport publié par HART. Les villageois reçoivent l'aide du Programme Alimentaire Mondial (PAM), dans le cadre du programme « *travail contre nourriture* », les obligeant ainsi à construire des routes. D'après le rapport, « *un tel programme crée d'énormes problèmes pour les villageois qui ont actuellement besoin de s'occuper de leur agriculture* ». Par ailleurs, les villageois sont préoccupés par la possible annonce de réductions de cette aide alimentaire. Rappelons qu'un cessez-le-feu vient d'être conclu entre le Front National Chin (Chin National Front –CNF) et le gouvernement birman. Cet accord prévoit la création d'une zone économique spéciale et un accès facilité pour les organismes de développement et les ONG.²

Economie

La Birmanie au Forum de Davos

Pour la première fois de son élection, une délégation birmane a été accueillie au Forum Economique Mondial de Davos. C'est le ministre de l'industrie, U Soe Thane, qui dirigeait cette délégation, et qui a expliqué que les investisseurs étrangers étaient les bienvenus dans son pays. Le nouveau gouvernement s'apprête à adopter une législation bien plus favorable, avec par exemple une exemption fiscale reconductible de 8 ans si l'investissement profite à la Birmanie. Pour 2012, le gouvernement table sur une croissance à 6%, mais vise surtout l'objectif d'ouverture économique du pays « *pour le bien du peuple* ».

Dans un message vidéo, Aung San Suu Kyi, a déclaré aux leaders économiques mondiaux que son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), prévoit d'élaborer « un plan pour un nouveau modèle d'économie durable » en Birmanie pour permettre plus d'investissements étrangers.

«*Nous souhaitons créer un environnement politique, social et économique qui apportera des de nouveaux investissements novateurs et éthiques* », a déclaré la leader de l'opposition. (suite de l'article page suivante)

1 IRIN (6 janvier 2012) Rice harvests lost in Kachin conflict zones

2 DVB (20 janvier 2012) Famine threat looms in Chin state

« Le progrès économique dépend de bien plus que des mesures fiscales et monétaires qui ont été préconisées pour la Birmanie par les institutions financières internationales », a déclaré Suu Kyi. « Ces mesures devront être soutenues par des réformes judiciaires et législatives, ce qui garantira que des lois et réglementations solides seront administrées de façon juste et efficace », a-t-elle ajouté.¹

Les investisseurs occidentaux s'intéressent à la Birmanie

Les réformes politiques menées ces derniers mois par le gouvernement birman aiguisent l'appétit des investisseurs occidentaux. La Birmanie dispose en effet de nombreuses ressources naturelles comme le pétrole, le gaz et divers minéraux. Par ailleurs, le secteur touristique est très prometteur. « Les chiffres explosent, on ne trouve plus une place dans les hôtels en haute saison », se félicite un homme d'affaires étranger actif dans le tourisme et l'immobilier. Mais les investisseurs étrangers doivent s'attendre à se heurter à une myriade de difficultés : l'économie parallèle, l'absence de système bancaire et de réseau de télécommunication, le manque de main d'œuvre qualifiée et l'obsolescence de la législation. « Le nouveau gouvernement essaie de s'ouvrir et de réduire les restrictions, les contrôles, les coûts de transactions, pour créer un environnement favorable », confie le chercheur Winston Set Aung, co-fondateur de l'Asia Development Research Institute de Rangoun. « Pour l'heure, les investissements étrangers se concentrent dans les secteurs du gaz, du pétrole, de l'énergie hydroélectrique et des mines. La France, la Corée du Sud, la Thaïlande et surtout la Chine arrivent en tête. Ces entreprises créent relativement peu d'emplois, alors que leur activité a un coût environnemental très élevé pour les communautés locales. Bref, elles ne font grand-chose pour créer les fondations d'une future croissance », analyse Sean Turnell, spécialiste de l'économie birmane à l'université de Sydney.²

Communauté internationale

Alain Juppé en visite en Birmanie



Le Ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé, en visite historique en Birmanie, a rencontré Aung San Suu Kyi, à qui il a remis les insignes de commandeur de la Légion d'Honneur. Le président Nicolas Sarkozy avait annoncé vendredi par téléphone à la lauréate du prix Nobel de la paix qu'elle recevrait « en témoignage de son engagement exemplaire » cette distinction des mains du premier chef de la diplomatie française à visiter le pays. Lors de la cérémonie officielle organisée pour l'occasion, ce dernier a souligné le « courage politique dont (elle) a fait preuve au service de la démocratie et de la liberté en Birmanie, tout particulièrement au cours de ses nombreuses années d'assignation à résidence »

Le 15 janvier, à Rangoun, le chef de la diplomatie française a assuré que l'Union européenne répondrait en « termes concrets » aux récentes réformes spectaculaires du nouveau gouvernement birman. « Comme le reste de la communauté internationale, nous avons observé avec beaucoup d'attention les signes positifs du président Thein Sein, y compris récemment », a-t-il déclaré. Il a cependant ajouté : « Aung San Suu Kyi souhaite que nous soyons vigilants » quant à une levée progressive des sanctions, confirmant implicitement, comme d'autres avant lui, que l'opinion de la figure de proue de l'opposition était essentielle pour les chancelleries occidentales. Alain Juppé a également annoncé le triplement de l'aide française (qui atteindra 3 millions d'euros environ), ciblée sur la coopération humanitaire, l'aide

¹ Le monde (19 janvier 2012) Un Birman à Davos; DVB (27 janvier 2012) Burma 'ready for ethical investment': Suu Kyi

² AFP (21 janvier 2012) Birmanie: les investisseurs à l'affût d'un pays en construction; Courrier international (13 janvier 2012) Les investisseurs occidentaux reviennent à Rangoun

Le Ministre britannique des Affaires étrangères en visite en Birmanie

Pour la première fois depuis 1955, un Ministre des Affaires étrangères britannique s'est rendu en Birmanie au début du mois de janvier. Lors de cette visite de 48 heures, William Hague y a notamment rencontré à deux reprises Aung San Suu Kyi et a appelé le gouvernement birman à « *faire bien plus* » pour que soient levées les sanctions économiques adoptées en 1996 par l'Union européenne. Il a notamment évoqué des conditions à la levée de ces sanctions comme l'importance de la tenue d'élections libres et équitables en avril prochain, un accès plus facile pour les organisations humanitaires aux régions en proie à des conflits, l'amorce d'un dialogue avec les groupes de rébellion armée, ainsi qu'un arrêt des atteintes aux droits de l'homme perpétrées par l'armée.¹

L'Australie allège ses sanctions vis-à-vis de la Birmanie

L'Australie qui, jusqu'à présent, imposait d'importantes sanctions financières et restrictions aux déplacements des personnalités birmanes, a décidé d'alléger ses sanctions afin d'encourager le régime à poursuivre des réformes démocratiques. Canberra a décidé de retirer de sa liste des personnalités birmanes exposées à des sanctions d'anciens ministres ayant quitté la politique ainsi que des responsables du tourisme, et a annoncé que les nouveaux membres du gouvernement n'y seront pas ajoutés, tout en précisant que l'embargo strict sur les armes est quant à lui maintenu.

L'Union européenne allège les sanctions contre la Birmanie mais exhorte le gouvernement à poursuivre ses réformes

L'Union européenne a décidé lundi de saluer les efforts de réformes politiques de la Birmanie, en mettant à l'interdiction de visa pour le président et les principaux responsables du gouvernement. La chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton a précisé qu'elle se rendrait en Birmanie après les élections du 1er avril.

Bruxelles avait imposé, outre l'interdiction de visa, un embargo sur les armes, une interdiction d'achat de certains produits et avait même suspendu certains programmes d'aide au développement.

Les dirigeants de l'Union européenne ont appelé les autorités du pays à poursuivre les réformes et ont promis de continuer à assouplir les sanctions si le régime répondait aux attentes de l'organisation régionale. « *Je salue les importants changements qui ont lieu en Birmanie / au Myanmar et encourage son gouvernement à maintenir sa détermination à poursuivre sur la voie de la réforme* », a déclaré le président de l'UE Herman Van Rompuy dans un communiqué de presse.²

Cependant, de nombreuses organisations de soutien au mouvement pour la démocratie sont vivement préoccupées par la forte possibilité de voir une levée des sanctions beaucoup plus conséquente dans les mois qui viennent. Si les changements qui ont eu lieu en Birmanie doivent être salués, des mesures plus profondes doivent encore être entreprises par les autorités birmanes :

- Bien qu'un nombre important de prisonniers politiques aient été récemment libérés, un grand nombre d'entre eux seraient toujours derrière les barreaux. Une levée prématurée des sanctions pourrait compromettre les perspectives de libération de ces prisonniers politiques.
- Si des accords préliminaires de cessez-le-feu ont été signés avec plusieurs groupes armés ethniques, des attaques armées continuent à être perpétrées par des soldats de l'armée birmane à l'encontre de civils dans l'Etat kachin.
- Les lois qui sous-tendent le système de répression des autorités envers leur population sont toujours en place.

Pour lire le communiqué d'Info Birmanie sur ce sujet, cliquez [ici](#).

¹ AFP (09 janvier 2012) Birmanie : l'Australie allège ses sanctions

² AFP (18 janvier 2012) Birmanie: l'UE envisage de commencer à lever ses sanctions en février, AP (23 janvier 2012) L'Union européenne allège les sanctions contre la Birmanie

Eclairage

Ce que disent les prisonniers politiques¹

U GAMBIRA

Moine éminent engagé dans la lutte pour la démocratie, condamné à 32 ans de prison en 2008



« Vous devez toujours savoir quand vos droits ont été violés. Essayez de connaître vos droits. Si vous les connaissez, mettez-les en pratique. C'est ça la démocratie »

« Gardez votre conscience politique vivante, et ne laissez pas la peur vous envahir »

« Pourquoi n'ont-ils pas libéré les prisonniers politiques restants? Cela semble malhonnête. Et pourquoi la guerre avec l'Armée d'indépendance Kachin fait toujours rage? Pourquoi l'ont-ils laissé sans solution? »
« A mes yeux, ce sont juste des généraux en costumes civils »

NAY PHONE LATT

Jeune blogueur de 21 ans condamné, le 10 novembre 2008, à 20 ans et six mois de prison pour avoir témoigné sur son blog de la difficulté des jeunes Birmans à s'exprimer librement, notamment depuis les manifestations de l'automne 2007



« Si on a désormais accès librement à Internet, les textes sur les restrictions existent toujours. Il faut maintenant les abroger »

« Je ne peux m'empêcher de trouver la rapidité de ces changements inquiétante. Et si toute cette évolution s'arrêtait nette ? Si effectivement certaines choses ont changé pour les artistes et les écrivains, nous ne serons pas entièrement en sécurité tant qu'il n'y a pas de loi protégeant la liberté d'expression. »

« Nous nous exprimons librement grâce à nos blog ou à Facebook. Donc, je vais continuer à écrire même si cela signifie que je pourrais de nouveau être arrêté. Nous saurons alors si oui ou non nous avons une réelle liberté »

« Je crois que les nouvelles technologies et les réseaux sociaux ont contribué aux récents changements politiques en Birmanie. »

NILAR THEIN

Activiste du mouvement Génération 88, condamné à 65 ans de prison en 2008



« Les réformes introduites par le président Thein Sein et Tante Suu [Aung San Suu Kyi] représentent ce que nous avons si longtemps attendu. Mais nous devons travailler plus dur en faveur de nos collègues qui sont toujours en prison. S'ils sont tous libérés, ce sera un grand moment pour nous tous. »

MIN KO NAING

Leader de la « Génération 88 » condamné à 65 ans et 6 mois en 2008



« J'ai passé 20 ans en détention, j'ai beaucoup de blessures en moi, mais il faut prendre ce qui vient au moment où cela vient ; si nous avons des craintes, notamment de manipulations du régime, il faut les contrôler. »

« Sans Etat de droit, il n'y a pas de sécurité. Les citoyens peuvent être arrêtés à tout moment, et ils ne savent jamais si on frappera à leur porte au milieu de la nuit »

« Je suis très préoccupé par l'avènement de la paix dans les zones ethniques, car quand j'entends les nouvelles sur les conflits armés, en particulier dans l'État de Kachin, ça me met très mal à l'aise ... C'est pourquoi nous avons immédiatement besoin de la paix à travers le pays. Ensuite, nous pourrons travailler à la construction de la réconciliation nationale »

propos recueillis dans les médias birmans le 13 janvier 2012, jour l'amnistie

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>

L'interview du mois

«La libération de mon père est une bonne chose. Mais il n'y a toujours pas de réformes en Birmanie»

par Wai Hnin Pwint Thon

Article de Wai Hnin Pwint Thon, activiste vivant à Londres, fille de Ko Mya Aye, un des leaders de la génération 88, libéré lors de la dernière amnistie présidentielle. Il avait été arrêté pour sa participation aux protestations populaires de 2007, et condamné à 65 ans de prison.

En tant que réfugiée vivant à Londres, je ne peux toujours pas le voir, mais le seul fait d'entendre sa voix était merveilleux. Typiquement, il ne lui a pas fallu longtemps pour recommencer à parler de politique, et l'une de ses principales préoccupations est de savoir que de nombreux prisonniers politiques sont toujours derrière les barreaux. «Nous devons faire campagne ensemble pour leur libération», a-t-il dit.

Bien sûr, j'ai accepté, mais en même temps, une partie de moi est toujours inquiète et effrayée. Ce n'est pas la première fois que mon père a été arrêté et libéré. Et je crains que ce ne soit pas la dernière. Mon père et d'autres prisonniers politiques sont aujourd'hui libres, mais n'ont reçu aucune excuse ni reconnaissance [de la part du gouvernement] du fait qu'ils n'auraient jamais dû être emprisonnés. Il ne s'agit pas d'une amnistie ou d'un pardon véritable, les peines ont simplement été suspendues. Ils ont toujours un casier judiciaire, et ne reçoivent aucune rémunération, aucune aide pour les soins médicaux dont ils ont besoin pour se remettre de la torture et de la maltraitance physique et psychologiques qu'ils ont subi. Ils ne reçoivent aucune aide pour reconstruire leur vie. Il n'y a aucune tentative de réconciliation. Au contraire, ils devraient être reconnaissants d'être libérés.

Les lois en vertu desquelles il a été arrêté resteront en place. Il y a du changement, mais pas encore de réforme. Rien de ce qui a eu lieu jusqu'à présent est irréversible. Rien n'empêche qu'il soit emprisonné de nouveau pour son combat en faveur de la démocratie et des droits humains.

C'est l'une des raisons pour lesquelles, malgré les mesures apparemment positives prises par le gouvernement, beaucoup d'entre nous restent encore très prudents. Font-ils cela pour amorcer une réelle transition démocratique ou simplement pour essayer d'obtenir la levée des sanctions? Après tout, ils viennent tout juste de mettre en place une nouvelle constitution qui donne aux militaires le pouvoir non seulement de renverser efficacement le gouvernement et le parlement, mais qui les place également en dehors du contrôle des institutions. C'est Thein Sein, le nouveau président, qui a supervisé la rédaction de cette constitution. Ayant tout juste rédigé une constitution qui leur donne un pouvoir absolu, sont-ils vraiment sur le point d'abandonner ce pouvoir?

Mon père a aussi parlé de U Shwe Htoo, un prisonnier d'opinion qui n'était pas sur la liste de ceux libérés le 13 janvier, ou sur d'autres listes de prisonniers politiques. Ils sont devenus amis lorsqu'ils étaient incarcérés dans la prison de Liokaw. Le cas de U Shwe Htoo montre pourquoi il est si important que des observateurs internationaux indépendants aient accès aux prisons en Birmanie et qu'ils soient en mesure de faire une évaluation indépendante pour connaître le nombre de prisonniers politiques toujours en prison.

J'aurais voulu être avec ma famille, lorsqu'ils ont fêté la libération de mon père. Mais dès le lendemain, mon père avait des réunions avec des collègues. Il était de retour au travail. De nombreux prisonniers ont été libérés, mais beaucoup restent en prison. Même si tous les prisonniers politiques sont finalement libérés, même s'il y a des cessez-le-feu qui réduisent les atteintes aux droits de l'homme perpétrées par l'armée birmane contre les minorités ethniques, il ne s'agit que d'une partie du problème. Le système politique responsable de ces abus n'a pas été réformé. Nous n'avons pas encore une société démocratique ou un Etat de droit. Et tant que c'est le cas, nous avons besoin de la pression internationale pour soutenir une réforme réelle.

Titre original: My father's release from prison is good. But there is still no reform in Burma, publié dans The guardian, le 15 janvier 2012

Pour lire l'article originale en version anglaise, cliquez ici. Traduit de l'anglais par Info Birmanie

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>

Évènements

Soirée de solidarité sur la Birmanie à Miramas (13140)

Le 23 février à 18H

Dans le cadre de la semaine de la fraternité, une soirée de solidarité sur la Birmanie est organisée par l'association Femmes solidaire et la galerie des molières.

Projection du documentaire «Derrière la palissade», suivi d'un débat avec Info Birmanie.

«Derrière la palissade» - un film de Séverine Vanel :



«Derrière la palissade » est un film de femmes birmanes exilées et en lutte. Lutte pour oublier le passé taché par la douleur. Lutte pour se contenter d'un quotidien à huis clos, derrière la palissade de bambous du camp de Mae Hla, en Thaïlande. Un camp où le temps est suspendu et les destins individuels oubliés de tous. Ici vivent depuis 20 ans, 40 000 Karens, une minorité opprimée par la dictature birmane. Pour eux, nul espoir de retour ni d'intégration dans leur pays d'accueil. La plupart se résignent à la lassitude du quotidien, d'autres en ont fait un combat. « Derrière la palissade » est le portrait croisé de trois générations de femmes Karens : Ley Ley Win, Mah Gue Don et Poh Poh Pu. C'est un film de femmes ordinaires que l'Histoire et leurs histoires ont façonnées en héroïnes du quotidien.

Lieu :

La Galerie des Molières

11,Avenue de Grèce

13140 MIRAMAS

04 42 47 00 18

lagaleriedesmolieres@gmail.com13140

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>



« Usez de votre liberté pour promouvoir la nôtre » Aung San Suu Kyi



74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél. 01 46 33 41 62
Mail. infobirmanie@gmail.com
<http://www.info-birmanie.org>

Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'Homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'Homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

Aidez Info Birmanie !

Envoyez vos dons par internet ou par chèque (libellé au nom de Info Birmanie, adresse ci-dessus).
Vous recevrez un reçu fiscal vous permettant de bénéficier de réduction d'impôt sur le revenu.

Rejoignez Info Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres événements publics ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions.

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice.

Faire partager votre expérience et vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques.

Contactez Isabelle ou Marie
01 46 33 41 62 / infobirmanie@gmail.com

Agissons pour la paix et la démocratie en **BIRMANIE**

Info Birmanie

74, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris

Tél 01 46 33 41 62 - Email infobirmanie@gmail.com - <http://www.info-birmanie.org/>